

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.988/2
DU 23 MARS 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification, le 16 mars 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "déterminant les renseignements et documents qui doivent accompagner la requête visant à être autorisé en tant que société de gestion de droits d'auteur ou droits voisins", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de omstandigheid dat overeenkomstig de artikelen 19 en 45 van de wet van 10 december 2009 tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten wat het statuut van en de controle op de vennootschappen voor het beheer van de rechten betreft, op 1 april 2010 een nieuwe tekst van artikel 67, § 4 tot § 6 van voormelde wet van 30 juni 1994 in werking treedt; dat het met het oog op de juridische zekerheid en de coherentie noodzakelijk is om op 1 april 2010 over een coherent regelgevend kader te beschikken inzake de vergunningsaanvragen en de intrekking van vergunningen van vennootschappen voor het beheer van auteursrechten en naburige rechten; dat het derhalve noodzakelijk is dat de nieuwe tekst van artikel 67, § 1 tot § 3 van voormelde wet van 30 juni 1994, ingevoegd door artikel 19 van voormelde wet van 10 december 2009, op 1 april 2010 in werking treedt.

Bij gebreke van het in werking treden van de nieuwe tekst van artikel 67, § 1 tot § 3 van voormelde wet van 30 juni 1994 op 1 april 2010 ontstaan immers juridische onduidelijkheden en tegenstrijdigheden in de wet. Bij wijze van voorbeeld kan in dit verband vermeld worden dat het huidige artikel 67 Auteurswet geen paragraafsgewijze indeling bevat, en het derhalve op wetgevingstechnisch vlak onduidelijk is hoe de nieuwe tekst van artikel 67, § 4 tot § 6 moet ingevoegd worden. Indien de nieuwe tekst van artikel 67, § 4 tot § 6 zou ingevoegd worden na de huidige tekst van artikel 67 Auteurswet, dan ontstaan er tegenstrijdigheden in de wet. Bijvoorbeeld voor de intrekking bepaalt het huidige art. 67, vijfde lid Auteurswet: «De intrekking heeft gevolg na verloop van twee jaar te rekenen van de kennisgeving van de intrekking», en bepaalt het nieuwe art. 67, § 4, derde lid AW: «De minister bepaalt vanaf welke datum de intrekking in werking treedt».

Om deze onduidelijkheden en tegenstrijdigheden te vermijden, wordt voorgesteld om ook de §§ 1 tot 3 van het nieuwe artikel 67 in werking te laten treden op 1 april 2010".

*

* *

.../...

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

Comme l'indique son intitulé, le projet détermine les renseignements et documents qui doivent accompagner la requête visant à être autorisé en tant que société de gestion de droits d'auteur ou de droits voisins.

Or, l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 6 avril 1995 "relatif à l'autorisation des sociétés de gestion des droits visées à l'article 65 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins" a un objet identique.

Dès lors que les autres dispositions de l'arrêté royal du 6 avril 1995 précité sont désormais intégrées dans l'article 67, §§ 3 et 4, de la loi du 30 juin 1994 "relative au droit d'auteur et aux droits voisins", il y a lieu d'abroger cet arrêté. Le projet sera complété en conséquence.

Observations particulières

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er}, il n'y a pas lieu de mentionner l'article 67 actuel de la loi du 30 juin 1994 précitée, mais l'article 67, § 3, alinéa 2, de la même loi tel qu'il sera en vigueur le 1^{er} avril 2010.

Il convient donc d'écrire : "Vu la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, l'article 67, § 3, alinéa 2, remplacé par la loi du 10 décembre 2009".

2. À l'alinéa 2, il n'y a pas lieu de mentionner l'article 19 de la loi du 10 décembre 2009 modifiant, en ce qui concerne le statut et le contrôle des sociétés de gestion des droits, la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins. En effet, cet article 19 remplace l'article 67 de la loi du 30 juin 1994 précitée qui est déjà mentionné à l'alinéa 1^{er} du préambule.

En outre, compte tenu de l'article 2, § 1^{er}, 2/, du projet, il y a lieu de mentionner l'article 45, 3/ et 6/, de la loi du 10 décembre 2009 précitée et non l'article 45, 4/, comme le fait le projet.

Il convient donc d'écrire, à la fin de l'alinéa 2 du préambule : "l'article 45, 3/ et 6/".

3. Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État,

"Lorsque, par application de l'alinéa 1^{er}, 2/, l'urgence est invoquée pour un avis sur un projet d'arrêté réglementaire, la motivation de l'urgence figurant dans la demande est reproduite dans le préambule de l'arrêté".

Le préambule de l'arrêté en projet ne reproduit cependant que partiellement la motivation de l'urgence figurant dans la lettre de demande d'avis. Il doit, dès lors, être complété afin de reproduire également les troisième et quatrième alinéas de cette lettre.

Dispositif

Article 1^{er}

1. L'article 67, § 2, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994 précitée dispose que

"Les conditions d'octroi de l'autorisation pour une société de gestion constituée dans un autre pays de l'Union européenne ne doivent pas faire double emploi avec les exigences et les contrôles équivalents ou essentiellement comparables en raison de leur finalité, auxquels est déjà soumise la société de gestion dans ce pays".

Il en résulte qu'une société de gestion constituée dans un autre pays de l'Union européenne qui, dans le cadre de la législation de ce pays, aura déjà prouvé qu'elle remplit des conditions équivalentes ou essentiellement comparables aux conditions prévues par la législation belge sera dispensée de fournir une nouvelle fois cette preuve en Belgique et, partant, de joindre à sa requête d'autorisation une partie des renseignements et documents mentionnés à l'article 1^{er} du projet.

Le texte en projet doit envisager cette hypothèse.

2. Les conditions auxquelles doivent satisfaire les sociétés de gestion sont fixées dans les articles 65bis à 65quinquies, 66, 66quater, 66quinquies et 66sexies de la loi du 30 juin 1994 précitée. L'arrête en projet ne peut exiger la fourniture que de renseignements et documents relatifs à ces conditions. Autrement dit, il ne peut exiger des renseignements et documents se rapportant à des conditions supplémentaires implicitement ajoutées aux conditions légales.

L'article 1^{er}, § 1^{er}, 3/, f), du projet mentionne "une description de l'infrastructure informatique" et "une description des moyens en personnel et matériels". S'agissant de ce dernier point, le rapport au Roi précise que l'"objectif est de vérifier si les moyens en personnel et matériels qui sont mis en oeuvre, sont en adéquation avec le plan d'entreprise et sont donc adaptés aux activités de la société de gestion. Le respect de cette condition (...)".

Dès lors qu'aucun des articles précités de la loi du 30 juin 1994 ne mentionne explicitement les moyens informatiques et les moyens en personnel et matériels, il appartient à l'auteur du projet d'expliquer, dans le rapport au Roi, à quelle condition légale précise se rattache la demande d'information concernant les moyens informatiques, en personnel et matériels. À défaut de pouvoir les justifier, ces éléments doivent être omis du projet.

Une observation identique peut être faite pour l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3/, g), relatif au "montant du capital souscrit et du capital libéré", et pour l'article 1^{er}, § 1^{er}, 5/, relatif aux "contrats types conclus avec les personnes qui ont confié la gestion de leurs droits à la société de gestion".

3. À l'article 1^{er}, § 1^{er}, 6/, le Conseil d'État n'aperçoit pas le rapport entre l'obligation de fournir un "*curriculum vitae*", dont le contenu n'est pas autrement précisé, et la condition qu'il s'agit de vérifier, à savoir l'absence de certaines condamnations.

Par ailleurs, il y a lieu de mentionner non pas un "certificat de bonne conduite, vie et moeurs destiné à une administration publique" mais un extrait du casier judiciaire visé à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle.

Article 2

1. Comme le montre la justification de l'urgence invoquée dans la demande d'avis, prévoir des dates d'entrée en vigueur distinctes pour les différentes parties d'un acte législatif n'est pas sans danger. Il est conseillé de n'y recourir que si de fortes raisons justifient de retarder l'entrée en vigueur de telle ou telle disposition.

C'est à la lumière de ces considérations qu'il appartient à l'auteur du projet de justifier pour quelle raison l'article 2, § 1^{er}, 1/, du projet ne fait entrer en vigueur que le paragraphe 4 du nouvel article 65^{ter} de la loi du 30 juin 1994 précitée et non le paragraphe 3 du même article.

2. Il conviendrait que le rapport au Roi justifie, au regard de la prévisibilité des normes et de la sécurité juridique, pourquoi les sociétés de gestion ayant introduit une demande selon les normes alors en vigueur se voient soumises à un nouveau régime de conditions d'autorisation en raison du délai qu'a pris l'administration pour traiter leurs dossiers de demande d'autorisation.

3. Sous réserve de l'observation qui précède, il y a lieu d'observer ce qui suit :

L'article 2, § 2, du projet dispose que

"L'article 1^{er} du présent arrêté s'applique aux requêtes d'autorisation pour lesquelles, le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le Ministre n'a pas encore pris de décision finale concernant la requête d'autorisation".

Il y a lieu de mentionner "Le présent arrêté" et non "L'article 1^{er} du présent arrêté".

En effet, l'intention de l'auteur du projet est que les demandes d'autorisation pour lesquelles, le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le Ministre n'aura pas encore pris de décision finale, soient régies, quant aux renseignements et documents à fournir, par l'article 1^{er} du projet d'arrêté mais également, quant aux conditions et aux procédures d'autorisation, par les articles 65^{ter}, § 4 et 67, §§ 1^{er} à 3 de la loi du 30 juin 1994 précitée, que l'article 2 du projet fait entrer en vigueur au 1^{er} avril 2010¹. Ces mêmes demandes ne seront donc plus régies par l'arrêté royal du 6 avril 1995 précité.

Or, le fait de ne mentionner l'application aux demandes en cours que de l'article 1^{er} du projet d'arrêté pourrait faire surgir des doutes quant à l'application, à ces mêmes demandes, de l'article 2, § 1^{er}, du projet.

(1) Les renseignements et documents à fournir prévus par l'article 1^{er} du projet d'arrêté sont d'ailleurs fonction des conditions d'autorisation telles qu'elles résultent des nouvelles dispositions de la loi du 30 juin 1994 précitée, notamment du nouvel article 65^{ter}, § 4.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été rédigé par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.988/2
VAN 23 MAART 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 16 maart 2010 door de Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de inlichtingen en de stukken die gevoegd moeten worden bij een aanvraag om vergund te worden als vennootschap voor het beheer van auteursrechten of naburige rechten", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

"Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de omstandigheid dat overeenkomstig de artikelen 19 en 45 van de wet van 10 december 2009 tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten wat het statuut van en de controle op de vennootschappen voor het beheer van de rechten betreft, op 1 april 2010 een nieuwe tekst van artikel 67, § 4 tot § 6 van voormelde wet van 30 juni 1994 in werking treedt; dat het met het oog op de juridische zekerheid en de coherentie noodzakelijk is om op 1 april 2010 over een coherent regelgevend kader te beschikken inzake de vergunningsaanvragen en de intrekking van vergunningen van vennootschappen voor het beheer van auteursrechten en naburige rechten; dat het derhalve noodzakelijk is dat de nieuwe tekst van artikel 67, § 1 tot § 3 van voormelde wet van 30 juni 1994, ingevoegd door artikel 19 van voormelde wet van 10 december 2009, op 1 april 2010 in werking treedt.

Bij gebreke van het in werking treden van de nieuwe tekst van artikel 7, § 1 tot § 3 van voormelde wet van 30 juni 1994 op 1 april 2010 ontstaan immers juridische onduidelijkheden en tegenstrijdigheden in de wet. Bij wijze van voorbeeld kan in dit verband vermeld worden dat het huidige artikel 67 Auteurswet geen paragraafsgewijze indeling bevat, en het derhalve op wetgevingstechnisch vlak onduidelijk is hoe de nieuwe tekst van artikel 67, § 4 tot § 6 moet ingevoegd worden. Indien de nieuwe tekst van artikel 67, § 4 tot § 6 zou ingevoegd worden na de huidige tekst van artikel 67 Auteurswet, dan ontstaan er tegenstrijdigheden in de wet. Bijvoorbeeld voor de intrekking bepaalt het huidige art. 67, vijfde lid Auteurswet : «De intrekking heeft gevolg na verloop van twee jaar te rekenen van de kennisgeving van de intrekking», en bepaalt het nieuwe art. 67, § 4, derde lid AW : «De minister bepaalt vanaf welke datum de intrekking in werking treedt».

Om deze onduidelijkheden en tegenstrijdigheden te vermijden, wordt voorgesteld om ook de §§ 1 tot 3 van het nieuwe artikel 67 in werking te laten treden op 1 april 2010.

*

* *

.../...

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Blijkens het opschrift strekt het ontwerp tot vaststelling van de inlichtingen en stukken die een vennootschap voor het beheer van auteursrechten of naburige rechten bij haar vergunningsaanvraag moet voegen.

Artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 6 april 1995 "betreffende de vergunning voor de vennootschappen voor het beheer van de rechten bedoeld in artikel 65 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten" heeft evenwel hetzelfde doel.

Doordat de overige bepalingen van het voormelde koninklijk besluit van 6 april 1995 voortaan deel uitmaken van artikel 67, §§ 3 en 4, van de wet van 30 juni 1994 "betreffende het auteursrecht en de naburige rechten", dient dat besluit opgeheven te worden. Het ontwerp behoort dienovereenkomstig te worden aangevuld.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid behoort niet te worden verwezen naar het huidige artikel 67 van de voornoemde wet van 30 juni 1994, maar naar artikel 67, § 3, tweede lid, van dezelfde wet, zoals die bepaling op 1 april 2010 in werking zal zijn.

.../...

Er behoort dan ook te worden geschreven : "Gelet op de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, artikel 67, § 3, tweede lid, vervangen bij de wet van 10 december 2009".

2. Er bestaat geen grond om in het tweede lid melding te maken van artikel 19 van de wet van 10 december 2009 tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten wat het statuut van en de controle op de vennootschappen voor het beheer van de rechten betreft. Bij dat artikel 19 wordt immers artikel 67 van de voormelde wet van 30 juni 1994 vervangen, welk artikel reeds vermeld is in het eerste lid van de aanhef.

Gelet op artikel 2, § 1, 2/, van het ontwerp dient voorts melding te worden gemaakt van artikel 45, onderdelen 3/ en 6/, van de voornoemde wet van 10 december 2009 en niet van artikel 45, onderdeel 4/, zoals in het ontwerp het geval is.

In het tweede lid van de aanhef, *in fine*, dient dan ook te worden geschreven : "artikel 45, 3/ en 6/".

3. Artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State luidt als volgt :

"Wanneer met toepassing van het eerste lid, 2/, om spoedbehandeling van een adviesaanvraag over een ontwerp van reglementair besluit wordt verzocht, wordt de motivering van het spoedeisend karakter, die in de aanvraag wordt opgegeven, in de aanhef van het besluit overgenomen".

In de aanhef van het ontworpen besluit wordt de motivering van het verzoek om spoedbehandeling die in de brief met de adviesaanvraag voorkomt evenwel slechts ten dele overgenomen. De aanhef dient bijgevolg aldus te worden aangevuld dat daarin ook de derde en de vierde alinea van die brief worden weergegeven.

Dispositief

Artikel 1

1. Artikel 67, § 2, tweede lid, van de voormelde wet van 30 juni 1994 luidt als volgt :

"De vergunningsvoorwaarden voor een beheersvennootschap opgericht in een ander land van de Europese Unie mogen gelijkwaardige, of gezien hun doel in wezen vergelijkbare eisen en controles waaraan de beheersmaatschappij al in dat land onderworpen is, niet overlappen".

Daaruit volgt dat een beheersvennootschap die in een ander land van de Europese Unie opgericht is en in het kader van de wetgeving van dat land al bewezen heeft dat ze voldoet aan gelijkwaardige of in wezen vergelijkbare voorwaarden als die waarin de Belgische wetgeving voorziet, vrijgesteld dient te worden van de verplichting om dat bewijs ook in België te leveren en, bijgevolg, van de verplichting om bij haar vergunningsaanvraag een gedeelte van de inlichtingen en stukken te voegen die in artikel 1 van het ontwerp worden vermeld.

In de ontworpen tekst moet dat geval geregeld worden.

2. De voorwaarden waaraan de beheersvennootschappen moeten voldoen zijn vastgesteld in de artikelen 65*bis* tot 65*quinquies*, 66, 66*quater*, 66*quinquies* en 66*sexies* van de voornoemde wet van 30 juni 1994. Het ontworpen besluit mag alleen de bezorging van inlichtingen en stukken betreffende deze voorwaarden voorschrijven. Met andere woorden, het mag geen bezorging van inlichtingen en stukken opleggen die betrekking hebben op wat extra voorwaarden zouden zijn die impliciet bovenop de wettelijke voorwaarden komen.

In artikel 1, § 1, 3/, f), van het ontwerp is sprake van "een beschrijving van de infrastructuur op het gebied van informatica" en "een beschrijving van de personele en materiële middelen". Wat dit laatste punt betreft, wordt in het verslag aan de Koning gepreciseerd dat het "doel hiervan is om na te gaan of het personeel en de materiële middelen worden aangewend op een wijze die in overeenstemming is met het

.../...

ondernemingsplan, en dus aangepast is aan de activiteiten van de beheersvennootschap. De naleving van deze voorwaarde (...)"

Aangezien geen van de voormelde artikelen van de wet van 30 juni 1994 uitdrukkelijk de informaticamiddelen en de "personele" en materiële middelen vermeldt, staat het aan de steller van het ontwerp om in het verslag aan de Koning uit te leggen aan welke precieze wettelijke voorwaarde de aanvraag om inlichtingen betreffende de informaticamiddelen en de "personele" en materiële middelen voldoet. Als die uitleg niet kan worden verschaft, moeten die gegevens uit het ontwerp vervallen.

Een soortgelijke opmerking kan worden gemaakt voor artikel 1, § 1, 3/, g), betreffende het "bedrag van het geplaatste en van het gestorte kapitaal", en voor artikel 1, § 1, 5/, betreffende de "standaardcontracten gesloten met de personen die het beheer van hun rechten aan de beheersvennootschap hebben toevertrouwd".

3. In artikel 1, § 1, 6/, is het voor de Raad van State niet duidelijk wat het verband is tussen de verplichting om een "*curriculum vitae*" te bezorgen, waarvan de inhoud niet nader wordt gepreciseerd, en de voorwaarde die moet worden nagegaan, namelijk de ontstentenis van bepaalde veroordelingen.

Bovendien schrijve men niet "getuigschrift van goed zedelijk gedrag bestemd voor een openbaar bestuur", maar moet melding worden gemaakt van een uittreksel uit het strafregister, als bedoeld in artikel 596, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering.

Artikel 2

1. Zoals blijkt uit de rechtvaardiging van de spoedbehandeling in de adviesaanvraag, is het niet zonder gevaar te voorzien in verschillende data van inwerkingtreding voor de verschillende onderdelen van een wetgevende handeling. Het is raadzaam dit slechts te doen indien er ernstige redenen bestaan om de inwerkingtreding van deze of gene bepaling uit te stellen.

In het licht van deze beschouwingen staat het aan de steller van het ontwerp om te wettigen waarom artikel 2, § 1, 1/, van het ontwerp alleen paragraaf 4 van het nieuwe artikel 65^{ter} van de voormelde wet van 30 juni 1994 in werking doet treden, en niet paragraaf 3 van hetzelfde artikel.

2. In het verslag aan de Koning zou, ter wille van de voorzienbaarheid van de regelgeving en van de rechtszekerheid, moeten worden gewettigd waarom de beheersvennootschappen die een aanvraag hebben ingediend volgens de rechtsregels die op dat tijdstip van kracht waren, onderworpen worden aan een nieuwe regeling van vergunningsvoorwaarden wegens de tijd die het bestuur heeft genomen om hun dossiers voor vergunningsaanvraag te behandelen.

3. Onder voorbehoud van de bovenstaande opmerking, moet het volgende worden opgemerkt :

Artikel 2, § 2, van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 1 van dit besluit is van toepassing op de vergunningsaanvragen waarvoor op de dag van inwerkingtreding van dit besluit door de minister nog geen eindbeslissing inzake de vergunningsaanvraag werd genomen".

Men schrijve "Dit besluit" en niet "Artikel 1 van dit besluit".

Het is immers de bedoeling van de steller van het ontwerp dat de vergunningsaanvragen waarvoor op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit de minister nog geen eindbeslissing genomen heeft, wat de te bezorgen inlichtingen en stukken betreft, onder de regeling vallen van artikel 1 van het ontwerp van besluit, maar eveneens, wat de vergunningsvoorwaarden en -procedures betreft, onder de regeling vallen van de artikelen 65^{ter}, § 4, en 67, §§ 1 tot 3, van de voornoemde wet van 30 juni 1994, die artikel 2 van het ontwerp op 1 april 2010 in werking doet treden ¹.

⁽¹⁾ De inlichtingen en stukken die op grond van artikel 1 van het ontwerpbesluit moeten worden bezorgd zijn trouwens afhankelijk van de vergunningsvoorwaarden, zoals ze voortvloeien uit de nieuwe bepalingen van de voornoemde wet van 30 juni 1994, inzonderheid uit het nieuwe artikel 65^{ter}, § 4.

Diezelfde aanvragen zullen dus niet meer onder de regeling vallen van het voormelde koninklijk besluit van 6 april 1995.

Het feit dat bepaald wordt dat alleen artikel 1 van het ontwerp van besluit van toepassing is op de lopende aanvragen, zou echter twijfel kunnen doen rijzen omtrent de vraag of artikel 2, § 1, van het ontwerp op diezelfde aanvragen van toepassing is.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd opgesteld door H. A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS